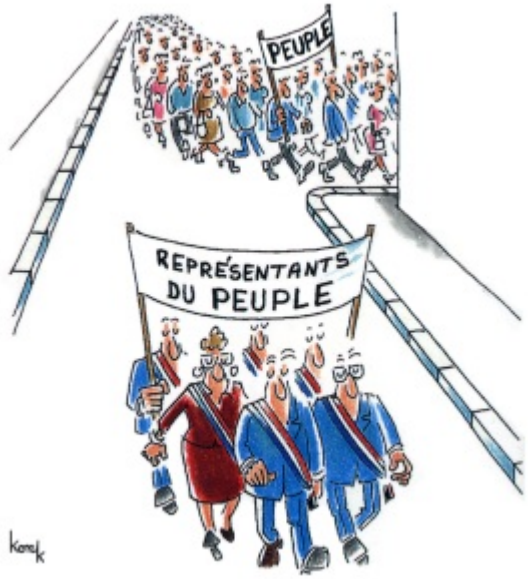
La dette, ligne de mire des présidentielles de 2012

21/04/2010 à 6h13

Les élections présidentielles de 2012 auront pour principal enjeu la réduction de la dette. La campagne électorale s'annonce intéressante et le vainqueur sera obligé de prendre en compte ce paramètre pour mettre en place son programme.



La campagne présidentielle de 2012 risque d'être – enfin – une campagne sérieuse, parce que le scénario-catastrophe vers lequel nous semblons évoluer obligera enfin les différents candidats à s'en tenir aux problèmes de fond soigneusement esquivés en 2007 et en 2002.

Avec une croissance prévue de 0,8 % en 2010, la France ne voit toujours pas son économie redémarrer ; et, pour 2011, l'OFCE prévoit un maigre 1,5 %.

L'OFCE révèle que la croissance réellement perdue est de 7 % étalés jusqu'en 2020, soit 140 milliards d'euros de PIB, dont 75 de pertes de recettes pour le budget de l'Etat et des régimes de Sécurité Sociale, auxquels il faut ajouter les déficits cumulés actuels ; sur la base du scénario le plus

optimiste et le moins probable, celui d'une croissance annuelle de 2,5 % et d'une baisse du chômage de 1% par an, la France mettrait 10 ans à sortir de la récession mondiale.

Forte dégradation des comptes publics et des comptes sociaux, montée de l'endettement, croissance insuffisante, mécontentement social : tel est le contexte dans lequel Sarkozy risque de devoir se battre pour sa réélection… Mais il empêchera aussi l'opposition de mettre en avant un contre-projet économique et social irresponsable, sous peine d'être à nouveau battue faute de crédibilité : le « demain, on rasera gratis » ne marchera pas.

Notre modèle public et social n'échappera plus, cette fois, à une remise en cause fondamentale:

- le retour espéré de la croissance ne permettra pas de supprimer le déficit et les dettes ; pour la Sécurité Sociale, une croissance de 2,5% ne permettra d'affecter que 2 milliards d'euros par an à la réduction des déficits, sur une masse totale de 440 milliards d'euros de prestations annuelles, à moins que le gouvernement élu en 2012 ne mette en œuvre un plan de restriction des dépenses, à la grecque ;
- c'est le financement des retraites qui sera le plus durement touché : avant la crise, il réclamait déjà des mesures douloureuses ; depuis la crise, il faut à la fois résorber les déficits courants et trouver des solutions pour le financement sur le long terme : soit , en espérant un taux de chômage ramené à 7% et des gains de productivité de 1,8%, 35 milliards d'euros à trouver pour 2020 et 100 milliards d'euros pour 2050…
- quelle sera la situation des comptes sociaux au moment de la campagne de 2012 ? un risque de déficit cumulé du régime général de la Sécurité Sociale de 150 milliards d'euros, le retour à l'équilibre pouvant intervenir au

mieux…en 2018 !

> ***Dans ces conditions, le gouvernement issu des élections de 2012 devra opérer une vaste remise à plat des comptes, et décider inévitablement d'une hausse des prélèvements. Et ce sera l'occasion de se rappeler que les déficits et les dettes, depuis que nous ne pouvons plus dévaluer notre monnaie, sont toujours des impôts : plus ou moins différés dans le temps, certes, mais forcément des impôts.***

Oui, la campagne électorale de 2012 s'annonce, pour une fois, intéressante… et le vainqueur, quel qu'il soit, ne sera pas à la fête ! Même Sarkozy, s'il est réélu, ne pourra plus être « celui qui refuse d'augmenter les impôts ».

(Tous les chiffres de cet article sont extraits de l'excellente revue « Espace Social Européen »)

Marianne2

(L'illustration est celle de la couverture de l'album "Konk persiste et signe")